

<p><b>SNTRS</b></p>  <p><b>CNRS-INRIA</b> <b>INSERM-IRD</b> <b>INED-INRETS-</b> <b>INRP</b></p>	<h1 style="text-align: center;"><i>En bref...</i></h1> <p style="text-align: center;">SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33 Courrier électronique : <a href="mailto:sntrscgt@vif.cnrs.fr">sntrscgt@vif.cnrs.fr</a> - - Site web : <a href="http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr">http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr</a></p>
--	--

Numéro 257 du 26 avril 2011

## **Communiqué de presse des organismes de recherche (EPST)**

### **Les Syndicats des organismes de recherche s'organisent pour combattre la RGPP**

Les organisations syndicales des organismes de recherche, soussignées, se sont réunies le jeudi 21 avril 2011 pour organiser la résistance à la nouvelle étape de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) initiée par des audits dans les organismes de recherche. Cette phase de la RGPP aura des conséquences sérieuses sur tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Nous demandons à toutes nos sections locales d'organiser de façon convergente des réunions dans les laboratoires et services des établissements et des universités. Nous les appelons à proposer toutes les formes d'action pour mobiliser les personnels contre la RGPP :

- coordination locale entre EPST et universités ;
- organisation de journées d'action anti-RGPP dans les délégations et laboratoires ;
- contacts diversifiés avec les médias et les représentants politiques locaux.

Nous appelons les personnels à porter la contradiction dans toutes les réunions locales organisées par les directions d'organismes.

Nous avons décidé de lancer une pétition nationale, en invitant à s'y associer l'ensemble des organisations de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Nous appellerons les personnels à la signer massivement.

Nous proposons d'organiser une semaine d'action du 23 mai au 1er juin, semaine dans laquelle se tiendront les Comités Techniques Paritaires de l'INSERM (23 mai), l'INRA (26 mai), CNRS (1er juin).

Nous préparons une journée nationale d'action contre la RGPP en direction du gouvernement. Nous demanderons à être reçus par la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour exiger :

- l'abandon de la procédure d'audit RGPP et des restructurations liées à la RGPP dans tous les établissements ;
- la confirmation de l'engagement gouvernemental de ne supprimer aucun poste de fonctionnaire dans notre secteur ;
- la création de postes pour titulariser les personnels précaires.

SNTRS-CGT, CGT-INRA, SNCS-FSU, SGEN-CFDT Recherche EPST, SNPREES-FO, UNSA-Recherche, SUD Recherche-EPST, CFTC-INRA.

Paris le 26 avril